

### Bulletin de l'instruction primaire. Département de Maine-et-Loire.

Numéro d'inventaire : 2006.01050 (1-3)

Type de document : texte ou document administratif

Imprimeur : Siraudeau (J.)

Date de création : 1939

**Description**: Fascicules sans agrafes.

Mesures: hauteur: 225 mm; largeur: 142 mm

**Notes**: Nouvelle série. (1): n°149 janvier-février 1934 (pp. 1-26 + 2 pages blanches non numérotées) (2): n°150 mars-avril 1939 (pp. 29-56) (3): n°151 avril-décembre 1939 (pp.

57-108)

Mots-clés: Textes normatifs relatifs à l'enseignement en France (législation, débats, BO)

Filière : École primaire élémentaire

Niveau : Élémentaire

Nom du département : Maine-et-Loire Autres descriptions : Langue : Français

Nombre de pages : 56 **Lieux** : Maine-et-Loire

Nouvelle Série JANVIER-FÉVRIER 1939

Nº 149

#### DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE

INSPECTION ACADÉMIQUE D'ANGERS.

Téléphone : 32-14

## BULLETIN

DE

# L'INSTRUCTION PRIMAIRE

L'insertion au Bulletin sert de notification officielle

Le Bulletin appartient à l'École et non à l'Instituteur, qui devra en remettre la collection à son successeur. Il sera inscrit au registre d'inventaire et COMMUNIQUE RÉGULIÈREMENT A MM. LES INSTITU-TEURS ADJOINTS ET A Mm. LES INSTITUTRICES ADJOINTES.

#### SOMMAIRE

PAGES

#### I. — DÉCISIONS ET INSTRUCTIONS MINISTÉRIELLES

10	经国际股份,但是自己的国际,但是由于自己的国际,但是是自己的国际,但是一个人的国际,他们就是一个人的国际,这个人的国际,他们是一个人的国际,他们是一个人的国际,
1.	Application de la loi du 3 mars 1938 sur l'abrogation de
	l'enseignement secondaire spécial (Réponse ministérielle
	du 13 décembre 1938)
2.	Programme limitatif pour les épreuves du B. E. et du B.
	E. P. S. (section générale) en 1939 (Journal Officiel des
	13 et 14 décembre 1937 et 5 janvier 1939)
3.	Certificat d'aptitude à l'enseignement du dessin (Journal
	Officiel du 21 décembre 1938)
4.	Brevet sportif populaire (Circulaire du 22 décembre 1938)
5.	Loi du 31 décembre 1938 portant fixation du budget géné-
-	ral de l'exercice 1939
6.	Vaccination antidiphtérique (Circulaire du 16 janvier
C	1939)
0	bis. Défense passive contre le danger aérien (Circulaire
,	du 4 février 1939)

Novelle Série AVRIL-DÉCEMBRE 1939

Nº 151

#### DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE

INSPECTION ACADÉMIQUE D'ANGERS

Téléphone : Préfecture 32-14 ; 32-15 ; 32-16 ; 36-22

### BULLETIN

## L'INSTRUCTION

L'insertion au Bulletin sert de notification officielle

Le Bulletin appartient à l'École et non à l'Instituteur, qui devra en remettre la collection à son successeur. Il sera inscrit au registre d'inventaire et COMMUNIQUE RÉGULIÈREMENT A MM. LES INSTITU-TEURS ADJOINTS ET A Mm. LES INSTITUTRICES ADJOINTES.

#### SOMMAIRE

PAGES

#### I. - DÉCISIONS ET INSTRUCTIONS MINISTÉRIELLES

1.	Maladies contagieuses. — Eviction des élèves (Circulaire	
	du 18 avril 1939)	59
2.	Conditions de promotions des Instituteurs et Institutrices	-
	à la classe exceptionnelle. (Arrêté du 29 mai 1939)	60
3.	Décret fixant la situation des personnels des administra-	
	tions de l'Etat en temps de guerre. — Extraits. (1et sep-	
	tembre 1939. J. O. du 6 septembre 1939 et circulaire du	-
	8 septembre 1939)	60
4.	Mouvement du personnel des Instituteurs et Institutrices.	
	(Extrait de la circulaire du 7 septembre 1939)	64
5.	Fonctionnement des Ecoles privées pendant la guerre.	
	(Circulaire du 27 septembre 1939)	64

« Je crois devoir vous signaler tout d'abord, me référant au premier alinéa de votre communication, que l'application de la loi du 3 mars 1938 doit être réalisée avant le 1er octobre 1939 et non 1938.

« J'ajoute que, dans l'esprit du législateur les mesures transitoires prévues par la loi du 3 mars 1938 ont eu pour objet de sauvegarder les intérêts du personnel en exercice dans les établissements d'enseignement secondaire spécial ; elles concernent donc les personnes et non les Ecoles privées qui, en droit, n'ont aucune personnalité.

« En s'inspirant de cette idée il y a donc lieu de décider que les conditions d'ouverture des écoles primaires privées demeurent en principe telles qu'elles sont prévues par la loi du 30 octobre

1886 et le décret du 18 janvier 1887.

« Il n'est fait exception aux règles posées par ces textes qu'en faveur des Directeurs et professeurs des établissements d'enseignement secondaire spécial qui étaient en exercice le 3 mars 1938 et qui désireront continuer à exercer leurs fonctions dans celles de ces écoles qui seront devenues écoles primaires privées.

« Les exceptions susvisées sont prévues limitativement par la

loi et concernent :

« 1° Les Directeurs d'écoles secondaires spéciales qui sont titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire et qui comptent dix ans ou plus d'exercice.

« Les intéressés pourront continuer à assurer la direction de l'école primaire privée qui remplacera en fait l'école secondaire

spéciale.

- « Dès que l'école primaire résultant de cette transformation sera fermée, l'intéressé retombera dans le droit commun.
- « 2° Les Directeurs d'écoles secondaires spéciales qui sont titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire mais qui comptent moins de 10 ans d'exercice : mêmes observations que cidessus sous réserve que les intéressés aient subi avec succès avant le 3 mars 1941 les épreuves du certificat d'aptitude pédagogique.
- « 3° Les professeurs-adjoints qui étaient titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire.
- « Ces maîtres pourront continuer à exercer les fonctions d'instituteurs-adjoints dans l'école primaire privée qui remplacera l'école secondaire spéciale où ils étaient employés le 3 mars 1938.

« 4° Les professeurs-adjoints qui ne sont titulaires d'aucun

diplôme.

« Conformément aux dispositions de l'article 3 bis de la loi, ces maîtres pourront continuer à exercer leurs fonctions dans l'école secondaire spéciale transformée, à la triple condition qu'ils aient eu 35 ans d'âge à la date du 3 mars 1938, qu'ils aient exercé leurs fonctions pendant 5 années antérieurement à la même date, et que l'établissement auquel ils appartiennent ait été créée antérieurement à la loi du 24 avril 1930 modifiant l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 16 juin 1881.